

Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: 38 (2001)
Heft: 1468

Artikel: Manque de volonté politique
Autor: Rey, Alfred
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-1010466>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 30.03.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Retour à la case départ

Les finances vaudoises sont toujours dans le rouge. Comment expliquer ce résultat financier alors que la plupart des gouvernements annonce une réelle augmentation des recettes fiscales? Hypothèses.

Il y a trois ans presque jour pour jour, le Conseil d'Etat vaudois était élu. Le peuple venait de renvoyer sèchement la majorité de gauche et écologiste à sa cure d'opposition. Et la droite, disposant d'une large marge de manœuvre tant à l'exécutif qu'au législatif, pouvait s'atteler à ce pourquoi elle semblait avoir été portée au pouvoir: le rétablissement des finances cantonales.

A une année de la fin de la législature, on se retrouve à la case départ: 390 millions de pertes pour 2000, deux fois plus qu'en 1999, une dette qui pourrait atteindre les sept milliards... Et le canton de Vaud qui est classé lanterne rouge de la Suisse.

A première vue, le gouvernement vaudois a pourtant tout essayé. D'abord la contrainte. En 1998, Charles Favre, ministre des Finances, propose un mécanisme de frein à l'endettement qui fixe, de manière autoritaire les objectifs financiers à atteindre.

Refusé par le peuple l'automne suivant. Forcé par l'échec à revoir sa copie, le Conseil d'Etat s'engage alors dans l'organisation d'une table ronde. Le grand raout, qui réunit la classe politique, les milieux syndicaux, associatifs et économiques, est censé déboucher sur la réconciliation des fronts politiques, invités à trouver une solution aux problèmes financiers du canton. Mais le fragile consensus issu de la table ronde se lézarde rapidement, chacun retournant à ses bonnes habitudes.

Aujourd'hui tout semble à nouveau définitivement crispé. Sans que se dégage à l'horizon l'ombre d'une solution. Au contraire: le canton de Vaud ne parviendra pas à réduire plus encore ses dépenses en matière de santé et de formation. Des crédits d'investissement (construction des gymnases de Payerne et de Morges) ne peuvent être repoussés. Par contre, tout nouveau projet, toute nouvelle ambition risque

Manque de volonté politique

Entretien avec Alfred Rey, responsable des affaires économiques du canton du Valais, spécialiste des politiques financières cantonales.

Domaine Public: Comment expliquer l'état des finances vaudoises?

Alfred Rey: Comparons avec d'autres cantons, de même configuration. Berne a eu une situation plus difficile que Vaud. Mais elle a engagé un programme drastique d'économies, notamment dans le domaine de l'éducation et de la santé. De plus, elle a réussi à engager une réforme de la péréquation importante entre canton et communes, lui permettant de transférer les charges.

Oui, mais le canton de Vaud aussi s'est lancé dans des démarches d'économie?

Contrairement à Berne, Vaud fait preuve d'une absence de volonté politique. Charles Favre a voulu imiter Kaspar Villiger, mais il était trop ambitieux. Du coup, échec populaire, et on passe à la Table ronde, autre proposition fédérale. Mais là aussi, le manque de volonté de part et d'autre a mis en échec la recherche du consensus. Résultat, on retourne à la case départ.

Entre-temps, les années passent et la dette grossit.

De plus, la valse des chefs de service n'a pas rendu propice la mise en place d'une politique ferme. Et pour ne rien arranger, Charles Favre accumule les mandats politiques et doit régulièrement s'absenter à Berne. On constate une grande instabilité politique dans la gestion du secteur financier de l'Etat, alors qu'il faudrait y voir une grande ténacité. Charles Favre et son chef de service de l'époque, Blaise Goetschin ont voulu être trop ambitieux, puis après l'échec populaire, il a laissé aller, il n'a plus tenu le gouvernail un peu selon le système du «stop and go». Après le stop raté, plus personne ne tient le volant.

Est-ce un problème de dépenses ou de recettes?

Il y a vraisemblablement un problème de dépenses. Par exemple, les dépenses de santé ont augmenté de 8% cette année, un résultat largement supérieur aux autres cantons. Mais il y aussi un vrai problème de recettes. Et on peut se demander s'il n'y a pas dysfonctionnement au service des impôts. ■